

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

Châlons en Champagne,

*bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire*

3D/3B/CA
**Installations classées
n°2004 A 88 IC**

**arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter
concernant la société MALTEUROP
à PRINGY**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
chevalier de la légion d'honneur,**

VU :

- le code de l'environnement,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées,
- l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral n° 2000 A 69 IC du 6 juin 2000 autorisant la société Malteurop à exploiter sur la commune de Pringy une malterie pour une capacité de 60 000 t/an de malt de blé ou de 50 000 t/an de malt d'orge, des silos de stockage de céréales pour un volume de 42 700 m³, une station d'épuration mixte pour la malterie et les communes de Pringy, Drouilly et Songy et à épandre les boues issues de la station d'épuration,
- la demande en date du 14 septembre 2001 complétée par lettre du 15 janvier 2003, par laquelle la société Malteurop, dont le siège social se situe 6 allée Fonck à Reims, a sollicité l'autorisation d'épandre des boues de la malterie sur de nouvelles parcelles agricoles,
- les réponses du 24 octobre 2003 aux questions de la DIREN
- l'avis sans objection formulé par le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile du 18 mars 2003,
- l'avis sans observation formulé par le directeur départemental de l'équipement (service de l'aménagement et de l'environnement) du 27 mars 2003,
- l'avis sans observation du service de la Navigation de la Seine du 14 avril 2003,

- l'avis favorable de Mme le sous-préfet de l'arrondissement de Vitry le François du 28 mai 2003,
- l'avis défavorable du conseil municipal de la commune de Glannes et l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Courdemanges,
- les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 18 avril 2003,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 23 mars 2004 ,
- l'avis émis par le Conseil départemental d'hygiène le 9 avril 2004,

CONSIDÉRANT :

- que l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients que présentent les installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne,

arrête :

Article 1: Autorisation d'épandage

L'épandage des boues issues du traitement des eaux de la malterie de Pringy est autorisé dans les conditions énoncées dans le présent arrêté. L'autorisation porte sur 2500m³ de boues représentant 75 t de matières sèches.

L'épandage est subordonné à l'établissement d'un contrat liant la société aux agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées. Afin d'éviter les superpositions d'épandage, ces contrats devront indiquer l'exclusivité de l'épandage des effluents de l'établissement.

La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et telles que les nuisances soient réduites au minimum.

L'épandage devra respecter les prescriptions du programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole en vigueur.

Article 2 : Périmètre d'épandage

Le périmètre d'épandage autorisé est représenté sur le plan annexé au présent arrêté.

Les parcelles retenues pour l'épandage sont listées en annexe. Ces parcelles sont repérées en surfaces d'épandage élémentaires de formes géométriques simples numérotées dans une série continue, de façon à assurer facilement le suivi de l'épandage.

Les territoires des communes touchées par l'épandage sont : Pringy, Coole, Courdemanges, Drouilly, Faux-Vésigneul, Glannes, Huiron, Maisons en Champagne, Songy et Soulanges

La superficie totale de la zone d'épandage s'élève à **412,74 ha.**

La superficie totale minimale annuelle nécessaire s'élève à environ 226,7 ha pour un retour d'épandage

triennal.

Toute superposition d'épandage avec un autre plan d'épandage est interdite.

Article 3 : Traitements préalables

Les boues épandues sont issues de la station de traitement des eaux usées de la malterie exploitée par Malteurop à Pringy. Il n'y pas de traitement préalable à leur épandage.

Article 4 : Stockage des effluents et des boues

Les ouvrages permanents d'entreposage d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit. Un bassin étanche implanté sur le site de la malterie de 800m³ permet de stocker les boues avant leur épandage.

L'étanchéité est contrôlée une fois par an.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

En cas d'arrêt de l'épandage (panne de l'installation, sol gelé...) d'une durée telle que la capacité disponible des bassins de stockage des eaux résiduaires de l'établissement ne soit pas suffisante pour contenir la totalité des eaux résiduaires produites pendant l'arrêt, et qu'il en résulte un risque de débordement de ces bassins, l'établissement doit mettre en place, après avis de l'inspection des installations classées, une solution permettant d'éviter tout risque de nuisance vis-à-vis de l'environnement. Il sera procédé en cas de besoin à la suspension du fonctionnement de l'établissement jusqu'au retour à une situation normale.

Article 5 : Dépôt temporaire

Il n'y a pas de dépôt temporaire.

Article 6 : Modes d'épandage

L'épandage des boues sera effectué à partir d'une citerne équipée de rampes d'arrosage ou d'une queue de carpe.

Les épandages ont lieu entre le 15 janvier et le 30 juin (avant culture de printemps) et du 1^{er} juillet au 30 octobre (avant culture d'automne ou culture de printemps avec implantation d'une culture intermédiaire).

Les boues sont enfouies le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation.

Article 7 : Caractéristiques agronomiques des boues épandues

Les boues épandues sont constituées des boues extraites du bassin de décantation de la station de traitement des eaux usées de la malterie de Pringy.

La valeur agronomique des boues épandues doit être conforme aux indications contenues dans le volet agro-pédologique de l'étude d'impact et compatible avec le pouvoir épurateur du sol et du couvert végétal.

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 6,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30 °C ;
- absence de substances susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement du fait de leur toxicité, de leur persistance ou de leur bio-accumulation ;
- autres caractéristiques :

Eléments	Concentration maximale en kg/t de produit brut Ou en % maximal de produit brut Ou en ratio
Matières sèches	3 %
Matières organiques	2,50 kg/t
Azote global	2,69 kg/t
Phosphore total (P ₂ O ₅)	1,36 kg/t
Potassium total (K ₂ O)	0,44 kg/t
Magnésium (MgO)	0,2 kg/t
Calcium total (CaO)	0,65 kg/t
C/N (ratio carbone sur azote total)	< 8

Article 8 : Eléments et substances indésirables dans les boues : Concentrations dans les boues, Flux apporté sur 10 ans

(MS signifie matière sèche);

Élément	Concentration maximale dans les boues à épandre	flux cumulés maximum en éléments apportés par les boues en 10 ans	
		Cas général (g/m ²)	Epandage sur pâturage ou sols de pH inférieur à 6 (g/m ²)
Cadmium	5 mg/kg MS	0,015	0,015
Chrome	40 mg/kg MS	1,5	1,2
Cuivre	200 mg/kg MS	1,5	1,2
Mercure	2 mg/kg MS	0,015	0,012
Nickel	50 mg/kg MS	0,3	0,3
Plomb	50 mg/kg MS	1,5	0,9
Sélénium (pour le pâturage uniquement)			0,12
Zinc	2500 mg/kg MS	4,5	3
Chrome + cuivre + nickel + zinc	3300 mg/kg MS	6	4
Total des 7 principaux PCB (PCB 28,52, 101, 118, 138, 153, 180)	0,4 mg/kg MS	1,2	1,2
Fluoranthène	1 mg/kg MS (1 sur pâturages)	7,5	6 pour les pâturages sinon 7,5
Benzo(b)fluoranth	0,3 mg/kg MS	4	4

ène			
Benzo(a)pyrène	0,2 mg/kg MS (0,2 sur pâturages)	3	2 pour les pâturages sinon 3
Salmonella	< 8 NPP/10g MS		
Entérovirus	<3 NPPUC/g MS		
Œufs d'helminthes	<3/10g MS		

Article 9 : Eléments et substances indésirables dans les sols

Les concentrations en éléments-traces métalliques dans les sols doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

- Cadmium.....2 mg/kg MS
- Chrome 150 mg/kg MS
- Cuivre 100 mg/kg MS
- Mercure1 mg/kg MS
- Nickel.....50 mg/kg MS
- Plomb 100 mg/kg MS
- Zinc 300 mg/kg MS

Article 10 : Interdiction d'épandage

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes ;
- lorsqu'il n'y a pas une zone non saturée permanente de 5 m (profondeur du toit de la nappe) afin d'éviter le lessivage des fumures par remontée des hautes eaux (préconisation de l'hydrogéologue agréé).

Les boues ne peuvent être épandues :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets ou les effluents sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites.

Les déchets ou effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5 ;
- la nature des déchets ou effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs limites.

Les apports de produits à C/N (carbone/azote global) inférieur à 8 sont interdits :

- avant, sur ou après légumineuse (exception faite pour la luzerne où les apports sont autorisés après chaque coupe en année d'exploitation et après les deux premières coupes de la dernière année d'exploitation) ;
- sur grandes cultures d'automne du 1er novembre au 15 janvier ;
- avant culture de printemps du 1er juillet au 15 janvier (en cas d'implantation d'une culture intermédiaire,

- la période d'interdiction est ramenée du 1er novembre au 15 janvier) ;
- sur prairie de plus de six mois non pâturée du 15 novembre au 15 janvier ;
- sur luzerne du 15 novembre au 15 janvier ;

Article 11 : Distances minimales

L'épandage des boues respecte les distances minimales suivantes :

- puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulements libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères :
 - 35 m si la pente du terrain est inférieure à 7 %
 - 100 m si la pente du terrain est supérieure à 7 % ;
- cours d'eau et plans d'eau :
 - 5 mètres des berges pour les déchets enfouis immédiatement après épandage si la pente du terrain est inférieure à 7 %,
 - 35 mètres des berges pour les effluents si la pente du terrain est inférieure à 7 %,
 - 100 mètres des berges pour les déchets enfouis immédiatement après épandage si la pente du terrain est supérieure à 7 %,
 - 200 mètres des berges pour les effluents si la pente du terrain est supérieure à 7 %,
 - lieux de baignade : 200 mètres
 - sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles) : 500 mètres
 - habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public : 100 mètres

Les épandages d'automne sont évités en amont et en latéral écoulement des ruisseaux sis en fond de vallon (distance minimale de 100 m). Il en est de même en amont des captages.

article 12 : Délais minima

L'épandage des déchets ou effluents doit respecter les délais minima suivants :

Herbages ou cultures fourragères :

- trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères, en cas d'absence du risque lié à la présence d'agents pathogènes
- six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères, dans les autres cas.

Terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers : pas d'épandage pendant la période de végétation,

Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru :

- dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même en cas d'absence du risque lié à la présence d'agents pathogènes.
- dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même dans les autres cas.

Article 13 : Doses d'apport et fréquence

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments,

- tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ;
 - des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ;
 - de l'état hydrique du sol ;
 - de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années afin de s'assurer en particulier que les flux maximaux sur 10 ans en substances indésirables ne sont pas dépassés.

La dose d'apport maximale est de 43 m³ par hectare et par an afin de respecter le plan d'action départemental contre les nitrates.

Le temps de retour minimal d'effluents ou de déchets sur une même parcelle est de trois ans (soit 4 épandages au maximum sur 10 ans).

La quantité maximale d'azote global épandue, tous apports confondus, ne doit pas dépasser 200 kg/ha/an. :
La station recevant des eaux communales, aucun apport n'est autorisé sur les cultures de légumineuses.

La dose finale de matière sèche apportée est inférieure à 3 kg /m² au total sur une période de 10 ans.

Les doses d'apport lors d'une année d'épandage sont au maximum égales à l'une des possibilités suivantes :
Matières fertilisantes :

- azote disponible : 80 kg/ha/an (115 kg/ha/an d'azote global avec un coefficient de disponibilité de 0,69),
- matière organique : 8kg/ha/an,
- acide phosphorique : 35/kg/ha/an
- potasse – K₂O :..... 19 kg/ha/an
- chaux – CaO : 30/kg/ha/an
- magnésie – MgO : 9 kg/ha/an.

Eléments et substances indésirables :

Élément	Valeur limite – cas général kg/an/ha (4 épandages en 10ans)	Epandage sur pâturage ou sols de pH inférieur à 6 kg/an/ha (4 épandages en 10ans)
Cadmium	0,037	0,037
Chrome	3,7	3
Cuivre	3,7	3
Mercure	0,037	0,03
Nickel	0,75	0,75
Plomb	3,75	2,25
Sélénium (pour le pâturage uniquement)	-----	0,3
Zinc	11	7,5
Chrome + cuivre + nickel + zinc	15	10
Total des 7 principaux PCB (PCB 28,52, 101, 118, 138, 153, 180)	3	3
Fluoranthène	18	15 pour les pâturages sinon 18
Benzo(b)fluoranthène	10	10
Benzo(a)pyrène	7,5	5 pour les pâturages sinon 7,5

Article 14 : Analyses des sols – points de référence

Le réseau de points de référence est constitué de 26 points. Chaque point de référence est numéroté, reporté sur un plan et identifié par ses coordonnées Lambert.

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence, représentatif de chaque zone homogène :

- avant le premier épandage, en tenant compte des résultats d'analyses déjà existants,
- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc.
- granulométrie ; matière sèche (en %) ; matière organique (en %) ;
- pH ;
- azote global ; azote ammoniacal (en NH_4) ;
- rapport C/N ;
- phosphore échangeable P_2O_5 ; potassium échangeable K_2O ; calcium échangeable CaO ; magnésium échangeable MgO ;
- oligo-éléments : cuivre (Cu), zinc (Zn), Bore (B), Cobalt (Co), Fer (Fe), Manganèse (Mn), Molybdène (Mo).

Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné :

- de préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivante ;
- avant un nouvel épandage éventuel de déchet ou d'effluents ;
- en observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ;
- à la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement.

Les modalités d'exécution des prélèvements élémentaires et de constitution et conditionnement des échantillons sont conformes à la norme NF X 31 100.

La préparation des échantillons de sols en vue d'analyse est effectuée selon la norme NF ISO 11464 (décembre 1994). L'extraction des éléments-traces métalliques Cd, Cr, Cu, Ni, Pb et Zn et leur analyse sont effectués selon la norme NF X 31-147 (juillet 1996). Le pH est effectué selon la norme NF ISO 10390 (novembre 1994). Ces normes sont issues de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatifs aux prélèvements et aux émissions des installations classées.

Article 15 : Analyses des boues

Les boues sont analysées :

Paramètres agronomiques sauf les oligoéléments	4 fois par an
Oligo-éléments, éléments traces métalliques composés traces organiques	2 fois par an
éléments pathogènes	1 fois par an

Les paramètres agronomiques à analyser sur les boues sont les suivants :

- matière sèche (en %) ; matière organique (en %) ;
- carbone total ;
- pH ;
- azote global ; azote ammoniacal (en NH_4) ;

- rapport C/N ;
- phosphore total (en P2O5) ; potassium (en K2O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ;
- oligo-éléments (B, Cu, Zn).

Les éléments traces métalliques à analyser sont : Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn (et Se dans le cas d'épandages sur pâturages).

Les composés traces organiques à analyser sont :

- Total des 7 principaux PCB (PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180) ;
- Fluoranthène ;
- Benzo(b)fluoranthène ;
- Benzo(a)pyrène.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents ou des déchets sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté du 2 février 1998 ou de texte subséquent éventuel.

Article 16 : Volumes épandus

Le volume des effluents épandus est mesuré par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Article 17: Programme prévisionnel d'épandage

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- Une analyse des sols portant sur les paramètres caractérisant la valeur agronomique. Les prélèvements sont effectués sur les parcelles avant épandage (éventuellement à un point de référence). Les analyses portent sur les paramètres suivants : Matière sèche, Matière organique, pH, azote global, P2O5 échangeable, K2O échangeable, MgO échangeable, CaO échangeable, B, Cu et Zn.
- une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage ;

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La couverture du sol des parcelles retenues par l'épandage par des cultures intermédiaires pièges à nitrates doit être étudiée systématiquement et mise en place autant que possible.

Article 18 : Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates

- de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 19 : Suivi de l'azote

Des mesures de reliquats azotés sont effectuées sur toutes les parcelles épandues dans l'année.

Article 20 : Bilan annuel

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet, aux agriculteurs concernés et au groupe de suivi des épandages (à la Chambre d'agriculture de la Marne).

Article 21 : abrogation

L'article 5.9 de l'arrêté préfectoral 2000 A 69 IC du 06 juin 2000 est abrogé.

Article 22 :Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne - 25 rue du lycée - 51036 - Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 23 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 25 :Ampliation

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à Mme la sous préfete de Vitry le François, aux directeur départemental de l'équipement, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, directeur départemental des services d'incendie et de secours, directeur régional de l'environnement, ainsi qu'à M. le maire de Pringy qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société MALTEUROP, 58 Grande Rue, 51300 PRINGY.

Monsieur le maire de Pringy procédera à l'affichage en mairie de l'autorisation pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture.

Un avis sera diffusé dans deux journaux du département par les soins de la préfecture aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent arrêté est à sa disposition, soit en mairie de PRINGY, soit en préfecture.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons en Champagne, le 04/06/2004

pour le préfet
le secrétaire général

signé : Bernard LE MENN

pour ampliation
pour le préfet et par délégation
L'attaché principal chef de bureau

Eric Dhellemme

ANNEXE à l'arrêté

Périmètre d'épandage – MALTEUROP – Malterie de PRINGY

Les parcelles concernées par l'épandage des boues de station d'épuration sont les suivantes :

Exploitation BRIQUET Jean-Pierre (51 09341)

Commune	Dépt	Dénomination parcelle d'épandage	Section	N° parcelles	Surface épandable (ha)
PRINGY	51	01 BJP 1 îlot 1	ZO	4	6,8
PRINGY	51	02 BJP 2 îlot 2	ZC	19	6,0
PRINGY	51	03 BJP 3 îlot 3	ZN	31	9,4
PRINGY	51	04 BJP 4 îlot 4	ZM	7	7,03
PRINGY	51	05 BJP 5 îlot 5	ZE	23	3,1
PRINGY	51	06 BJP 6 îlot 6	ZL	15	2,1
PRINGY	51	07 BJP 7 îlot 7	ZH	10	1,4
PRINGY	51	08 BJP 8 îlot 8		21	4,8
PRINGY	51	09 BJP 9 îlot 9		27	5
PRINGY	51	10 BJP 10 îlot 10	ZN	45	5,1
PRINGY	51	11 BJP 11 îlot 11	YN	12	8,3
PRINGY	51	12 BJP 12 îlot 1	ZO	5	3,0
PRINGY	51	13 BJP 13 îlot 11	YN	13	3,5
PRINGY	51	17 BJP 17 îlot 7	ZH	11	3,8
PRINGY	51	21 BJP 21 îlot 2	ZC	20	4,6
PRINGY	51	31 BJP 31 îlot 3	ZN	32	4,5
PRINGY	51	51 BJP 51 îlot 5	ZE	24	3,6
PRINGY	51	61 BJP 61 îlot 6	ZL	16	1,4
PRINGY	51	72 BJP 72 îlot 7	ZH	12	2,0
PRINGY	51	73 BJP 73 îlot 7		13	1,2
Surface épandable		Exploitation BRIQUET J-P			86,63

ANNEXE à l'arrêté (suite)

Exploitation EARL KUHN (51 09346)

Commune	Dépt	Dénomination parcelle d'épandage	Réf. cadastrales		Surface épandable (ha)
			Section	N° parcelles	
DROUILLY	51	01 KUH 1 îlot 1	ZB	9	4,3
DROUILLY	51	02 KUH 2 îlot 2		33	3,4
MAISON EN CHAMPAGNE	51	03 KUH 3 îlot 3	YS	17	1,0
DROUILLY	51	05 KUH 5 îlot 5	ZA	2	7,0
DROUILLY	51	06 KUH 6 îlot 6			7,1
PRINGY	51	07 KUH 7 îlot 7	ZN	34	3,3
PRINGY	51	08 KUH 8 îlot 8		35	8,4
MAISON EN CHAMPAGNE	51	31 KUH 3-1 îlot 3	YS	19	6,1
MAISON EN CHAMPAGNE	51	41 KUH 4-1 îlot 4			6,0
MAISON EN CHAMPAGNE	51	42 KUH 4-2 îlot 4		20	1,3
PRINGY	51	71 KUH 7-1 îlot 7	ZN	35	5,5
Surface épandable		Exploitation EARL KUHN			53,4

ANNEXE à l'arrêté (suite)

Exploitation : BRIQUET Christian (51 09344)

Commune	Dépt	Dénomination parcelle d'épandage	Réf. cadastrales		Surface épandable (ha)
			Section	N° parcelles	
PRINGY	51	01 BRC 1 îlot 2	ZC	10	1,9
PRINGY	51	02 BRC 2 îlot 2		9	2,6
PRINGY	51	03 BRC îlot 3	ZN	27	5,6
PRINGY	51	04 BRC 4 îlot 4	ZC	28	2,1
PRINGY	51	06 BRC 6 îlot 6		22	5,6
PRINGY	51	07 BRC 7 îlot 7	ZH	36	5,0
PRINGY	51	11 BRC 11 îlot 11	ZL	59	2,5
PRINGY	51	12 BRC 12 îlot 12	ZN	23	7,5
SOULANGES	51	13 BRC 13 îlot 13	ZK	19	3,5
SOULANGES	51	14 BRC 14 îlot 14		20	1,0
FAUX VESIGNEUL	51	15 BRC 15 îlot 15	ZR	28	4,1
PRINGY	51	16 BRC 16 îlot 16	ZE	3	12,8
PRINGY	51	17 BRC 17 îlot 17	ZL	19	4,1
PRINGY	51	18 BRC 18 îlot 18	ZM	6	6,8
PRINGY	51	20 BRC 20 îlot 20	ZD	1	14,3
PRINGY	51	21 BRC 21 îlot 21	ZC	15	7,1
PRINGY	51	22 BRC 22 îlot 22	ZN	42	1,8
PRINGY	51	24 BRC 24 îlot 24	ZH	16	8,7
COOLE	51	25 BRC 25 îlot 25	ZR	7	0,3
PRINGY	51	27 BRC 27 îlot 27	ZL	61	11,3
PRINGY	51	28 BRC 28 îlot 28	ZE	10	1,0
SONGY	51	31 BRC 31 îlot 31	ZV	51	4,2
PRINGY	51	32 BRC 32 îlot 12	ZN	22	2,0
PRINGY	51	33 BRC 33 îlot 3		28	9,9
SOULANGES	51	34 BRC 34 îlot 13	ZK	14	2,5
FAUX VESIGNEUL	51	35 BRC 35 îlot 15	ZR	29	4,0
FAUX VESIGNEUL	51	36 BRC 36 îlot 15		30	3,6
FAUX VESIGNEUL	51	37 BRC 37 îlot 15		31	4,5
COOLE	51	38 BRC 38 îlot 25		8	0,8
COOLE	51	39 BRC 39 îlot 25		9	1,0
PRINGY	51	40 BRC 40 îlot 24	ZH	17	1,1
PRINGY	51	41 BRC 41 îlot 28	ZE	47	5,8
SONGY	51	42 BRC 42 îlot 31	ZV	53	0,6
PRINGY	51	43 BRC 43 îlot 27	ZL	62	7,8
PRINGY	51	71 BRC 71 îlot 7	ZH	37	0,3
Surface épandable		Exploitation BRIQUET Christian			157,7

ANNEXE à l'arrêté (suite et fin)

Commune	Dépt	Dénomination parcelle d'épandage	Réf. Cadastres		Surface épandable (ha)
			Section	N° parcelles	
COURDEMANGE	51	01 BRS 1 îlot 1	ZE	4	0,7
FAUX VESIGNEUL	51	02 BRS 2 îlot 2	ZR	21	5,6
GLANNES	51	03 BRS 3 îlot 3	ZD	17	13,5
HUIRON	51	04 BRS 4 îlot 4	ZI	4	17,5
PRINGY	51	05 BRS 5 îlot 5	ZH	28	3,4
PRINGY	51	06 BRS 6 îlot 6	ZE	15	13,5
PRINGY	51	07 BRS 7 îlot 7	ZD	14	7,2
PRINGY	51	08 BRS 8 îlot 8	ZE	43	2,8
PRINGY	51	09 BRS 9 îlot 9		11	3,7
SOULANGES	51	10 BRS 10 îlot 10		32	4,3
SOULANGES	51	11 BRS 11 îlot 11	ZK	15	4,5
COURDEMANGES	51	12 BRS 12 îlot 1	ZE	5	12,0
FAUX VESIGNEUL	51	21 BRS 21 îlot 2	ZR	22	1,0
FAUX VESIGNEUL	51	22 BRS 22 îlot 2		23	1,0
FAUX VESIGNEUL	51	24 BRS 24 îlot 2		24	0,3
HUIRON	51	41 BRS 41 îlot 4	ZI	5	0,3
PRINGY	51	51 BRS 51 îlot 5	ZH	29	0,8
PRINGY	51	52 BRS 52 îlot 5		30	4,3
PRINGY	51	61 BRS 61 îlot 6	ZE	17	1,2
PRINGY	51	62 BRS 62 îlot 6		48	3,8
PRINGY	51	63 BRS 63 îlot 6		49	1,9
PRINGY	51	64 BRS 64 îlot 6		50	1,9
PRINGY	51	71 BRS 71 îlot 7	ZD	15	0,2
PRINGY	51	72 BRS 72 îlot 7		16	10,6
Surface épandable		Exploitation BRIQUET Stéphane			116